



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**



# **CCAPEX**

**COMMISSION DE COORDINATION DES ACTIONS DE  
PREVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES**

**BILAN D'ACTIVITE 2016**

**SOLIHA PYRENEES BEARN-BIGORRE**

# CCAPEX

(COMMISSION SPECIALISEE DE COORDINATION DES ACTIONS DE PREVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES)

## BILAN D'ACTIVITE 2016

La Commission spécialisée de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) a pour finalité de rechercher les solutions susceptibles de favoriser le maintien dans les lieux ou le relogement des personnes menacées d'expulsion. Son rôle est de permettre aux différents partenaires d'avoir une approche et un avis partagés et coordonnés sur les solutions à mettre en oeuvre.

Elle émet des avis destinés aux instances concernées ou des recommandations aux partenaires de la prévention des expulsions : Préfecture, services sociaux, mairies, établissements publics intercommunaux, organismes prestataires des aides au logement, Bureau d'accès au logement, Instance d'orientation et de suivi du Plan départemental, bailleurs sociaux et privés, locataires ou occupants en situation d'expulsion, Banque de France, CHRS, etc.

La loi ALUR (loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) du 24 mars 2014 est venue renforcer le rôle de la CCAPEX en faisant obligation aux bailleurs de signaler à la Commission les impayés de loyer au stade du commandement de payer (signalement deux mois avant l'assignation pour les bailleurs sociaux).

Au titre de l'année 2016, le secrétariat de la CCAPEX a enregistré 1072 dossiers (contre 955 en 2015) dont :

- 7 situations hors procédure ;
- 341 signalements HLM ;
- 460 commandements de payer ;
- 2 situations au stade de la décision de justice
- 7 assignations ;
- 19 dossiers au stade du commandement de quitter les lieux ;
- 236 dossiers au stade de la réquisition de la force publique ;

299 situations ont été retenues et examinées par la CCAPEX, dont 14 situations au titre de l'année antérieure.

### **BILAN CCAPEX au 31/12/2016 :**

	2016	2016dos15	TOTAL
Nombre de dossiers en cours au 01/01/2016		176	
Dont : examinés par la CCAPEX en 2016		14	14
Nombre de demandes reçues au 31/12/2016	1058		1058
TOTAL de la demande	1058	14	<b>1072</b>
Dossiers non retenus après examen	792		
TOTAL des dossiers examinés par la CCAPEX	285	14	<b>299</b>

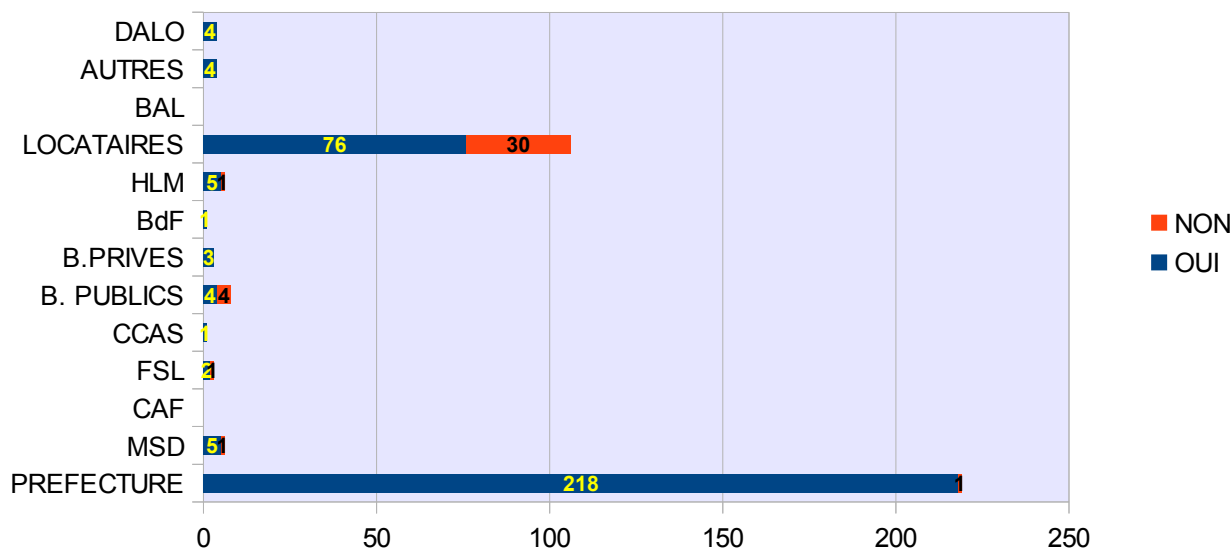
Situations clôturées au 31/12/2016	143	173	316
Situations en cours au 31/12/2016	142	3	<b>145</b>

**NB :** Les dossiers en cours au 01/01/2016 concernent les situations de l'année antérieure dont le suivi s'est poursuivi en 2016. Certains d'entre eux ont nécessité un examen de la Commission en 2016 (14). Les autres (162) ont déjà été examinés au cours de la période antérieure à 2016 et n'ont pas fait l'objet d'un nouvel examen. Ces dossiers sont néanmoins suivis par le secrétariat de la Commission jusqu'à la survenance de l'événement qui marquera leur clôture (exemple : relogement, départ volontaire, expulsion, etc...). 316 situations ont été clôturées en 2016 dont 173 au titre des années antérieures. 145 dossiers restaient en cours au 31/12/2016.

## COMMENTAIRE

492 avis et recommandations émis en 2016 dont 263 avis et 229 recommandations.

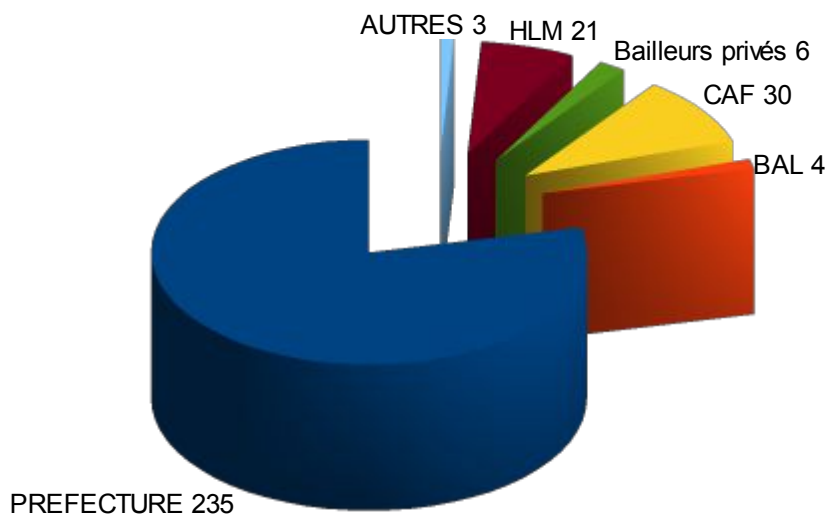
### Suivi des avis et recommandations en 2016



Les partenaires institutionnels suivent largement les avis et recommandations de la commission avec, en tête, le représentant de l'Etat qui joue un rôle prépondérant dans la procédure d'expulsion en tant que détenteur de la force publique. D'autre part, on constate que 72% des ménages suivent les recommandations de la CCAPEX.

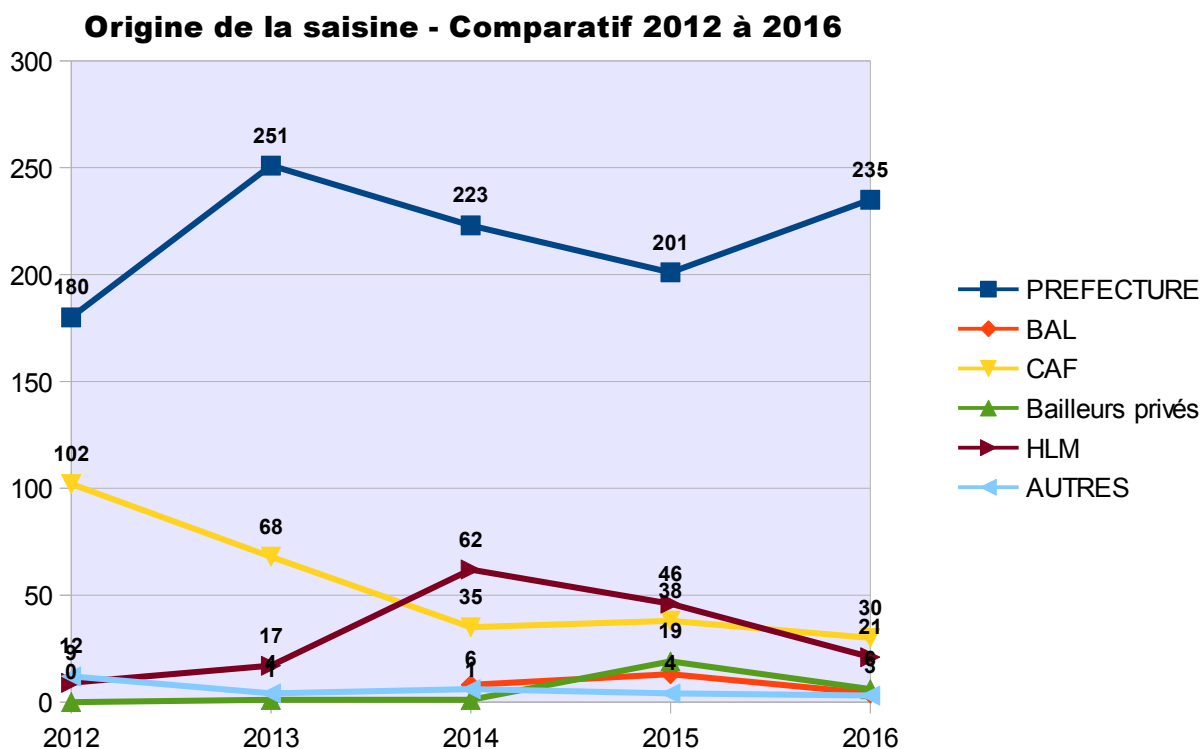
La CCAPEX se révèle comme étant une aide utile dans la coordination de l'ensemble des services en relation avec les usagers dans le cadre de la recherche d'un maintien dans les lieux ou d'une solution de relogement avant expulsion. Elle est également un outil de décision du représentant de l'Etat saisi d'une réquisition de la force publique.

**ORIGINE DE LA SAISINE :**



La rubrique "autres" concerne des partenaires qui ont saisi la CCAPEX occasionnellement :  
 CCAS : 1 ; MSD : 1 ; IOS : 1

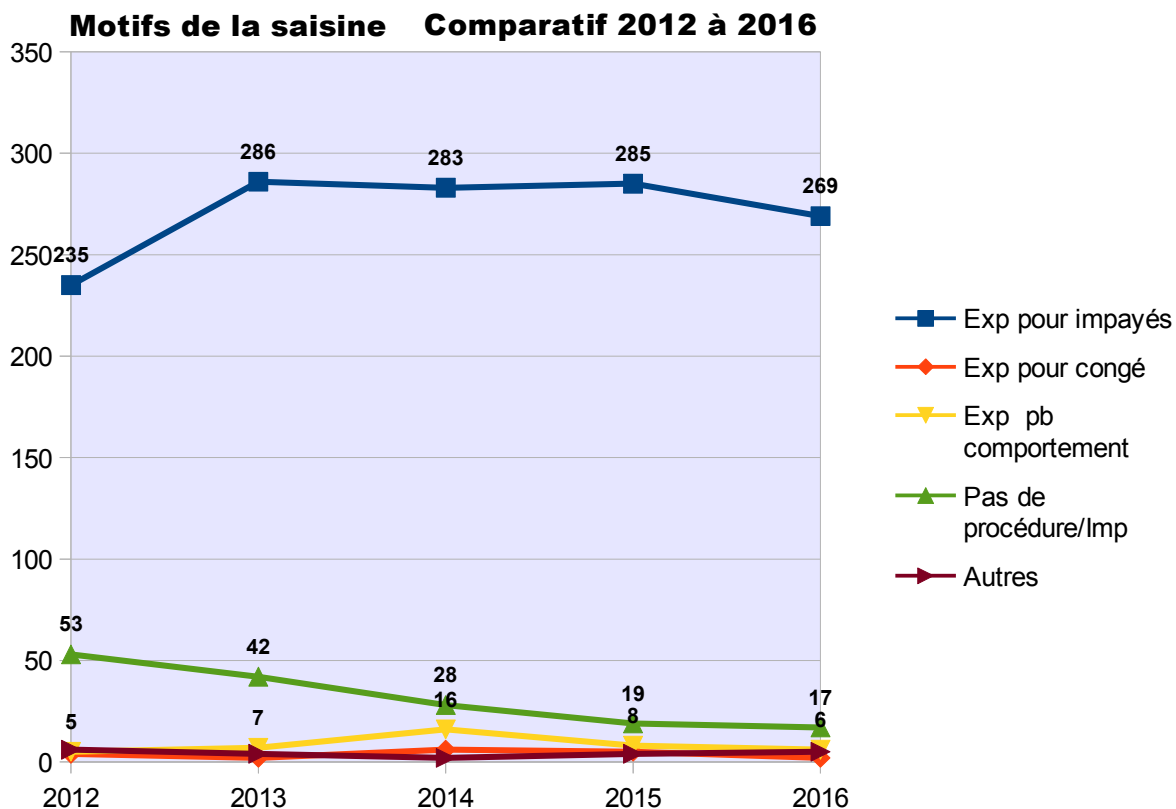
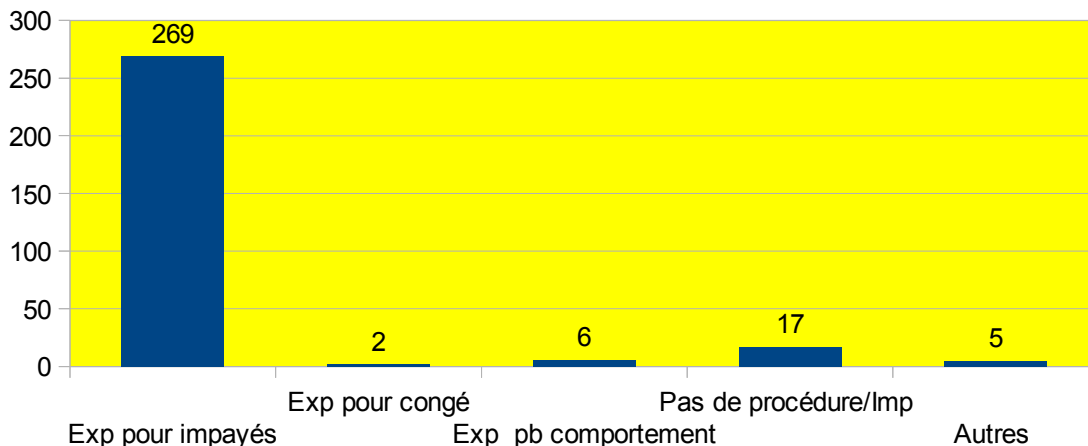
78% des saisines concernent les expulsions au stade de la réquisition de la force publique.



Sur 5 années, on note :

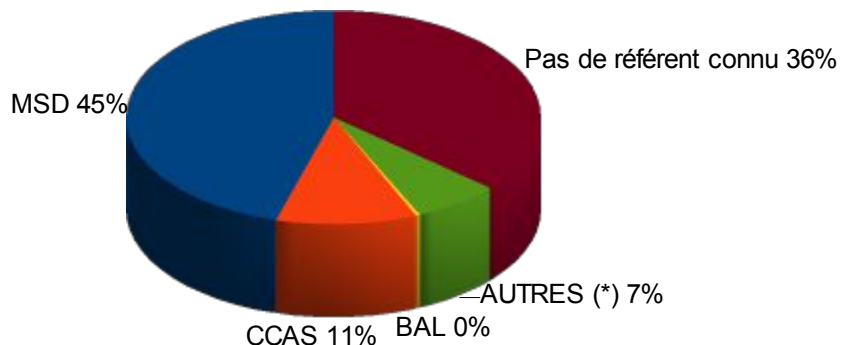
- une diminution des saisines de la CAF, qui se sont stabilisées depuis 2014 ;
- une prédominance des saisines Préfecture au stade de la réquisition de force publique ;
- une diminution des saisines directes HLM depuis 2014

**MOTIFS DE LA SAISINE :**



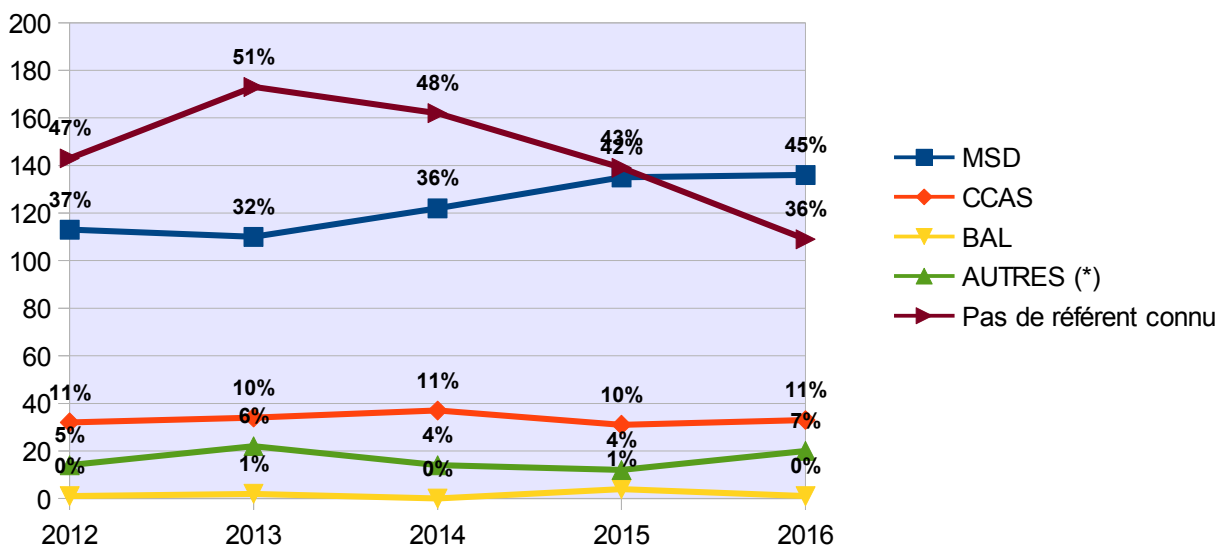
Comme dans la période passée, une très nette majorité de situations concerne des procédures pour impayés de loyers. A noter la diminution du nombre de dossiers hors procédure, ce qui s'explique par le tri opéré en amont par les organismes prestataires (CAF et MSA).

**ORGANISMES REFERENTS :**

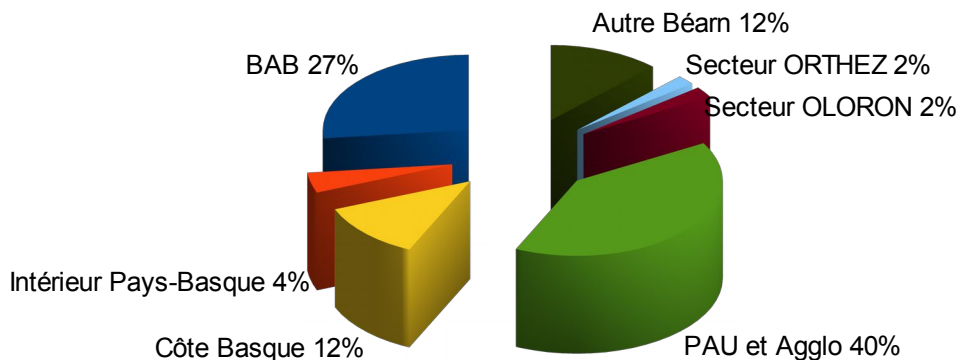


Le service social de secteur du Conseil général continue d'être le référent majoritaire des ménages. Le deuxième référent est constitué par les centres communaux d'actions sociales. Il convient de noter la proportion importante de ménages à priori non suivis lors de la saisine de la CCAPEX. Cependant, cette proportion tend à baisser depuis quatre ans (51% en 2013, 48% en 2014, 43% en 2015, 36% en 2016).

**Répartition par organisme référent**

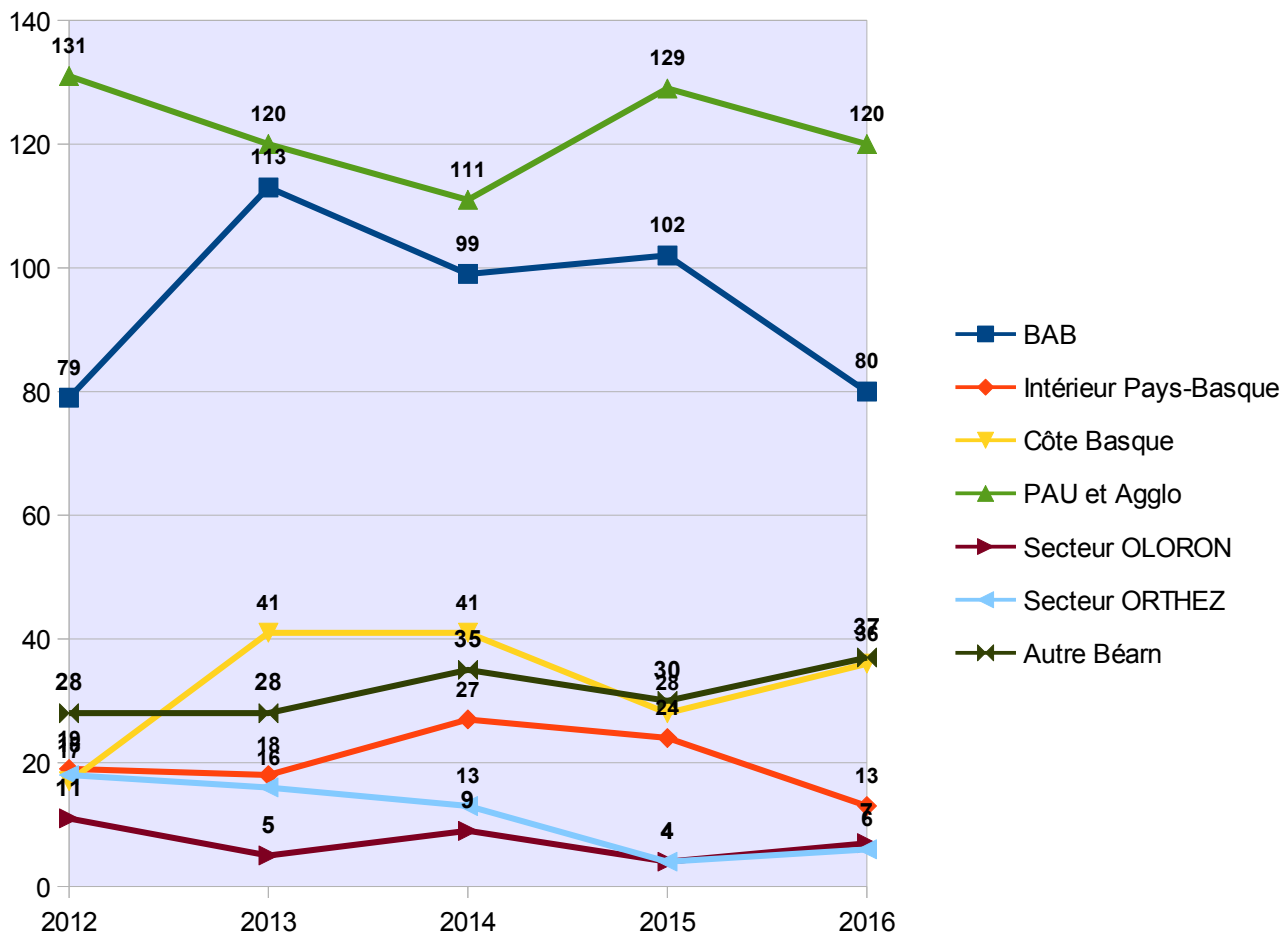


**REPARTITION PAR SECTEUR GEOGRAPHIQUE :**



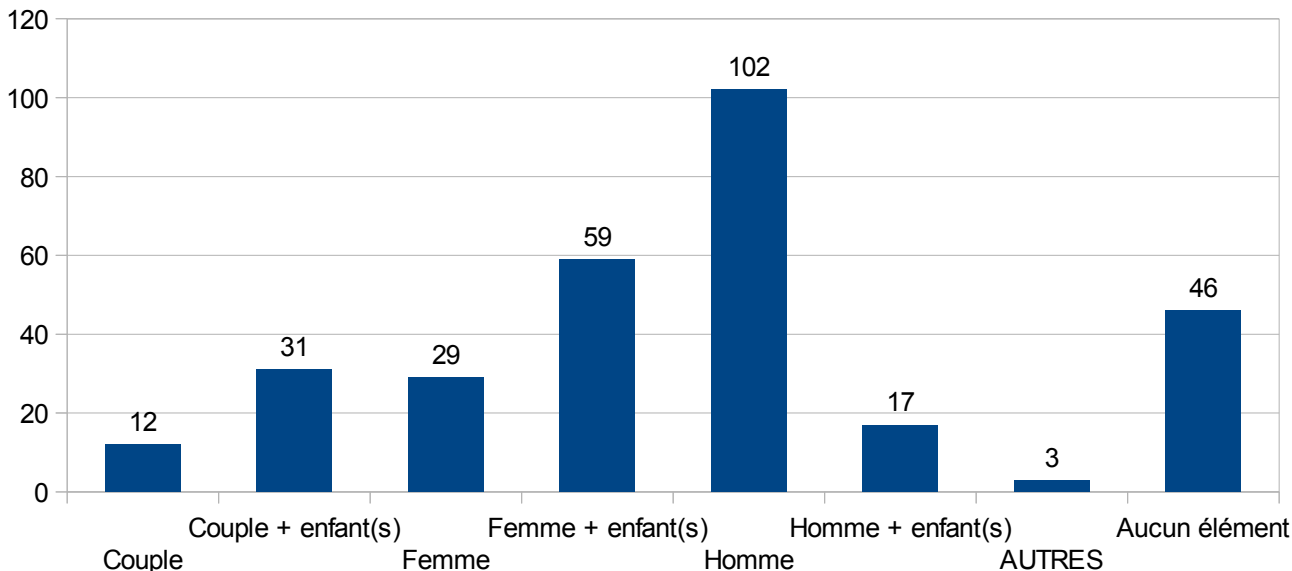
La majorité des saisines se répartissent sur les grands pôles urbains : PAU et agglomération, BAB. En légère diminution par rapport à l'année antérieure.

**Evolution par secteur géographique  
Comparatif 2012 à 2016**

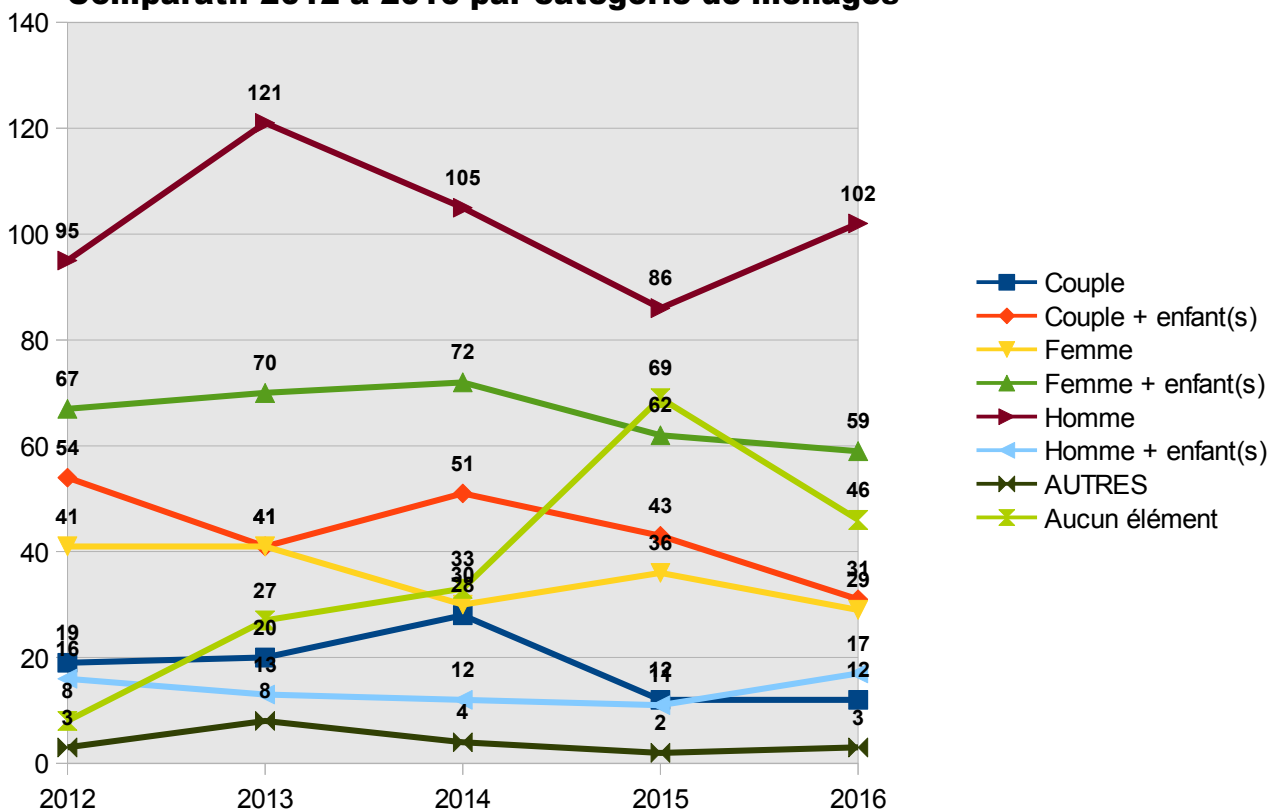


**REPARTITION PAR CATEGORIES DE MENAGES :**

Comme les autres années, on note une part prépondérante d'hommes seuls et de femmes seules avec enfant(s).



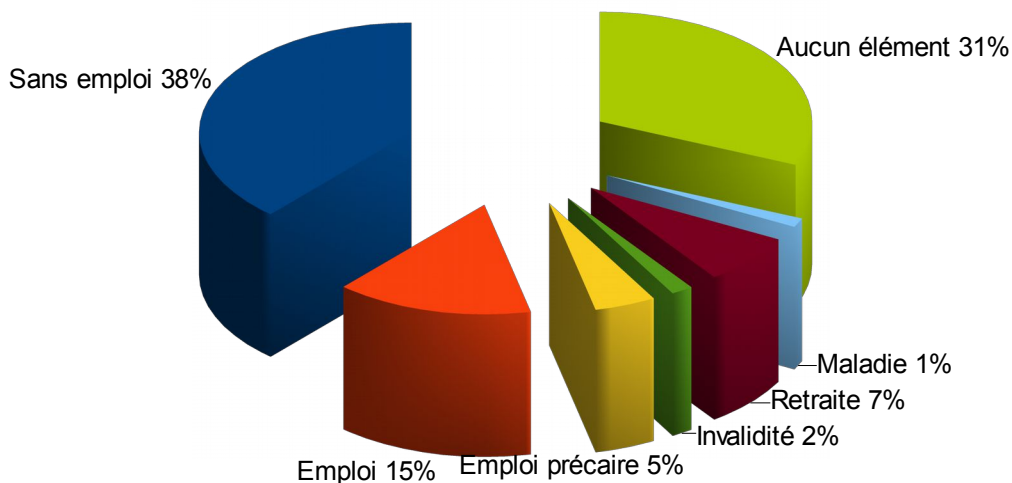
**Comparatif 2012 à 2016 par catégorie de ménages**



La prépondérance des personnes isolées ou des familles monoparentales conforte le fait que ces catégories sont les plus précarisées.

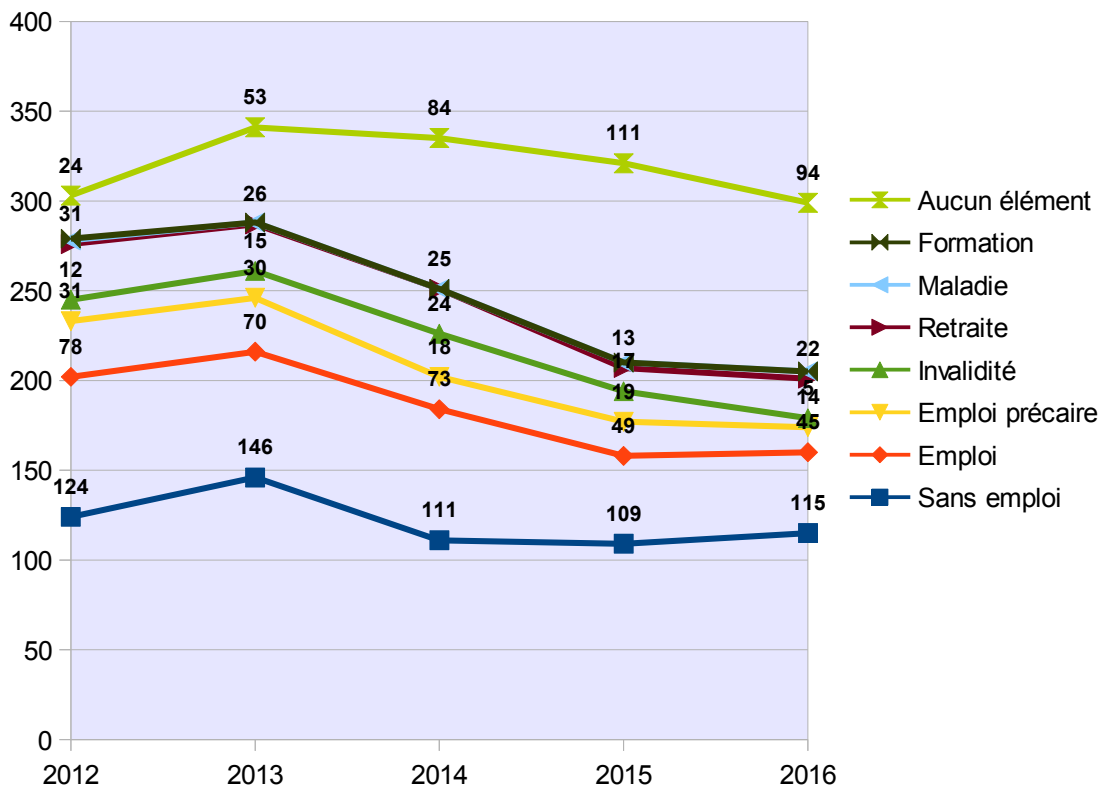


**REPARTITION PAR ACTIVITE :**



Les personnes sans emploi représentent la majorité en 2016. Les ratios par nature d'activité professionnelle se confirment d'année en année, en dépit de légères fluctuations enregistrées d'une année sur l'autre pour chaque activité.

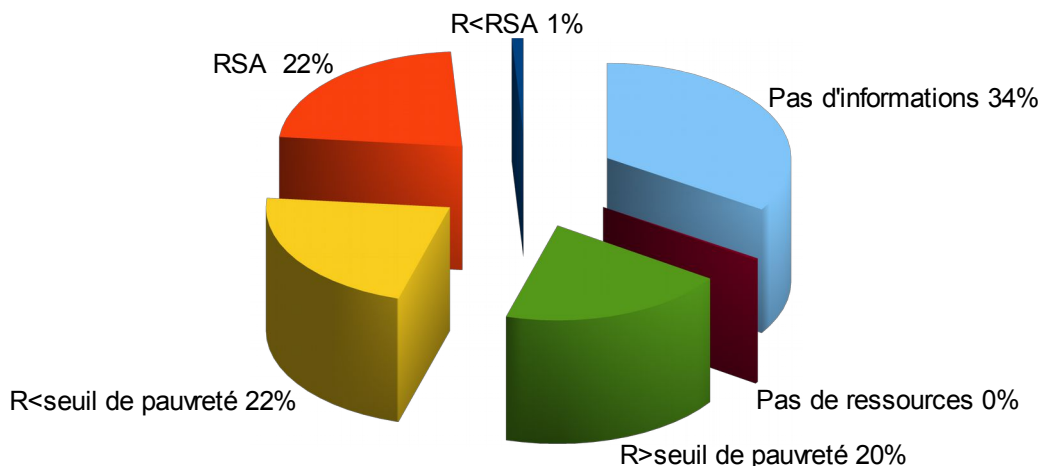
**Comparatif par activité 2012 à 2016**



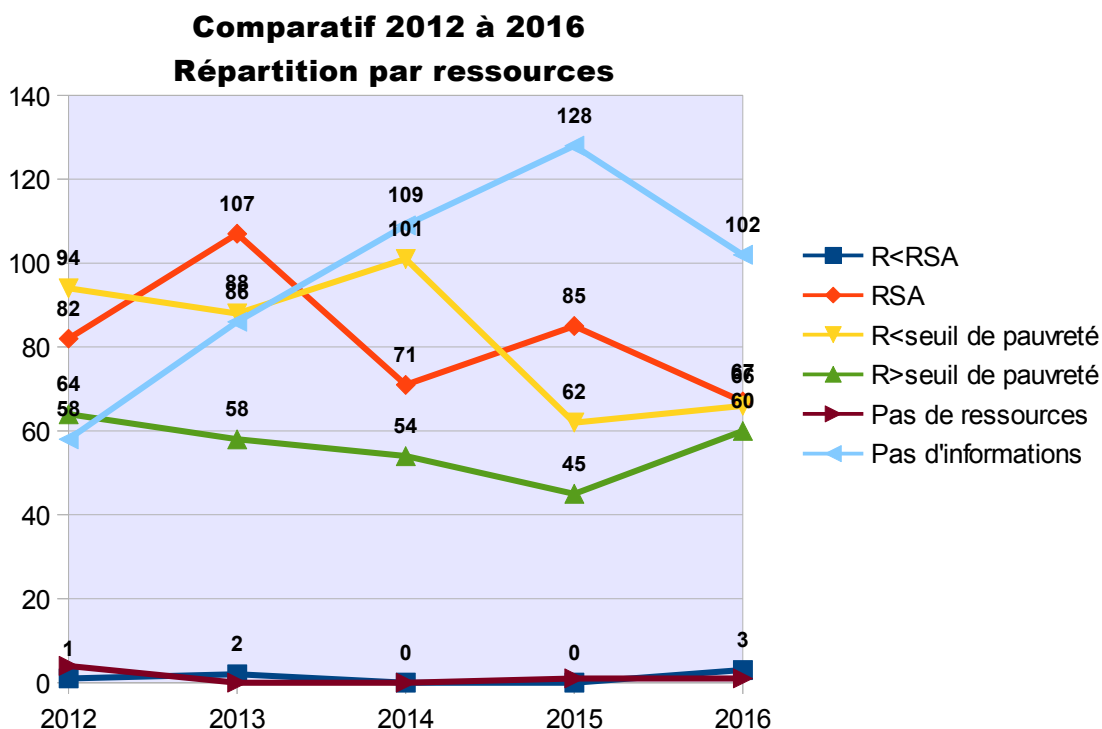
**REPARTITION PAR RESSOURCES :**

On note que beaucoup d'usagers ne répondent pas aux sollicitations du secrétariat CCAPEX ou ne sont pas connus des services sociaux.

La rubrique "Pas d'informations" se rapporte à des personnes qui n'ont pas répondu aux sollicitations de la CCAPEX et qui ne sont pas, en principe, connues des services sociaux : on y trouvera donc toutes les ressources hors le RSA.

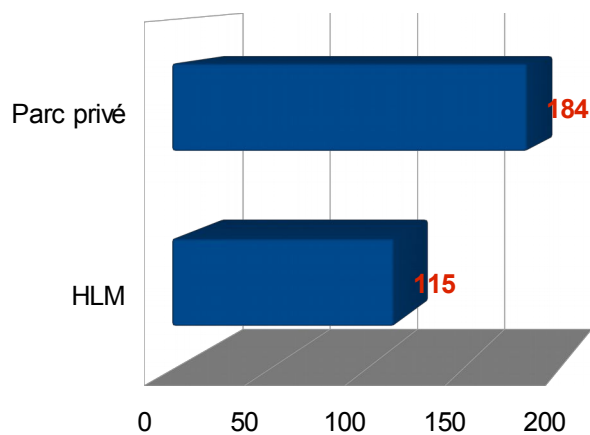


**45% des ménages disposent de ressources inférieures au seuil de pauvreté. (\*)**



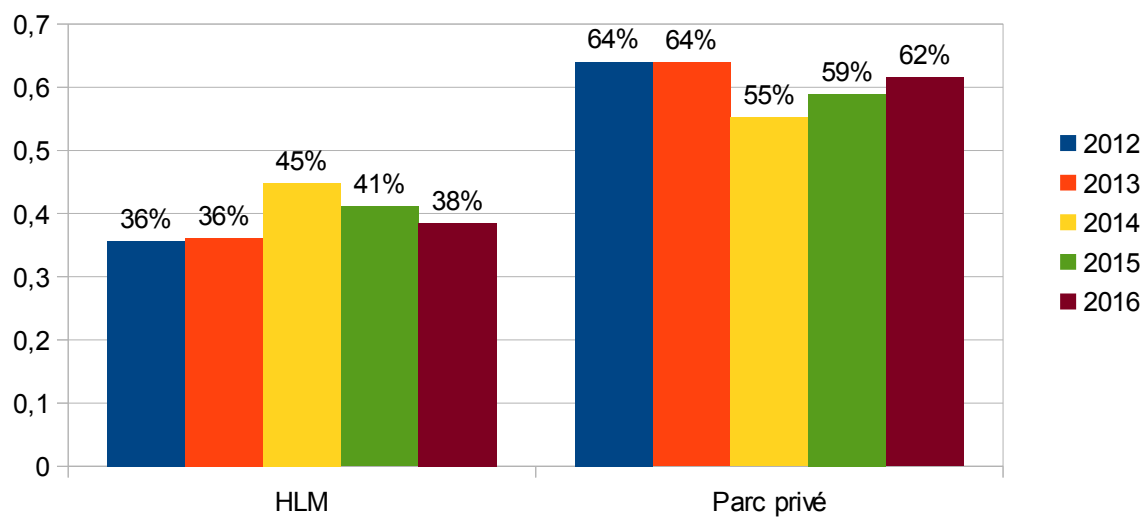
(\*) sachant que dans la rubrique "pas d'information" figurent nécessairement des ménages aux ressources inférieures au seuil de pauvreté.

## REPARTITION PAR TYPE D'HABITAT :

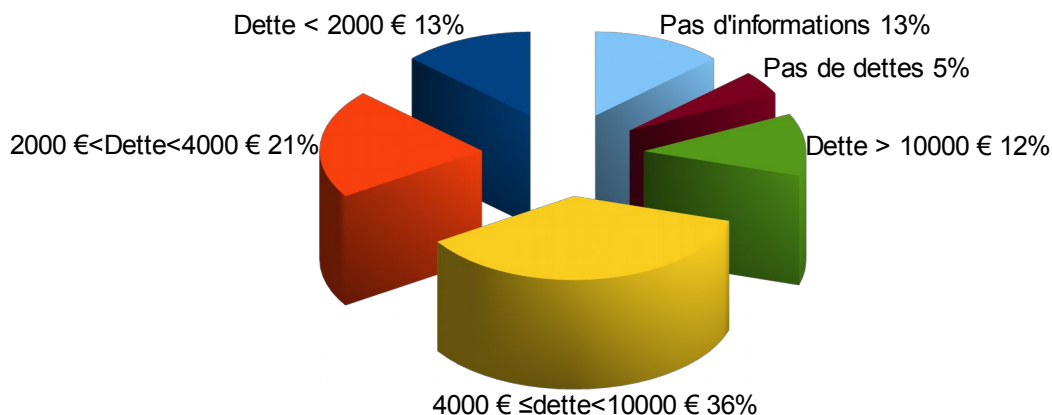


62% des situations concernent le parc privé, contre 38% pour les organismes HLM.

### **Répartition par type d'habitat 2012 à 2016**

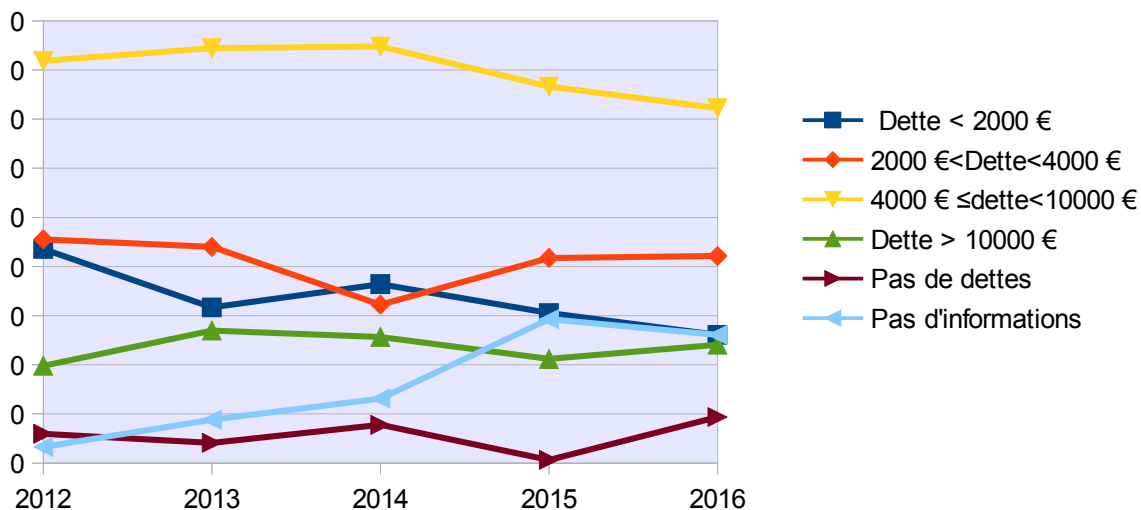


**REPARTITION SELON LA DETTE LOCATIVE :**



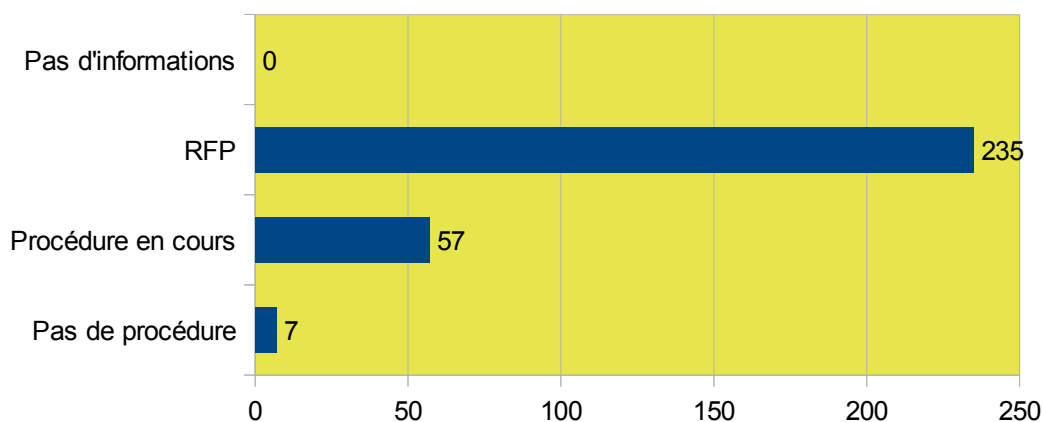
48% des ménages cumulent une dette supérieure à 4000 € (49% en 2015, 55% en 2014). Cela révèle soit une prise en charge tardive de la dette par le bailleur (ce qui est surtout vrai pour le parc privé), soit des lenteurs inhérentes à la procédure d'expulsion et au traitement social de l'impayé, avec la suspension de l'aide au logement qui augmente (artificiellement et de façon accélérée) le montant de la dette locative.

**Evolution de la dette 2012 à 2016**



## STADE DE LA PROCEDURE :

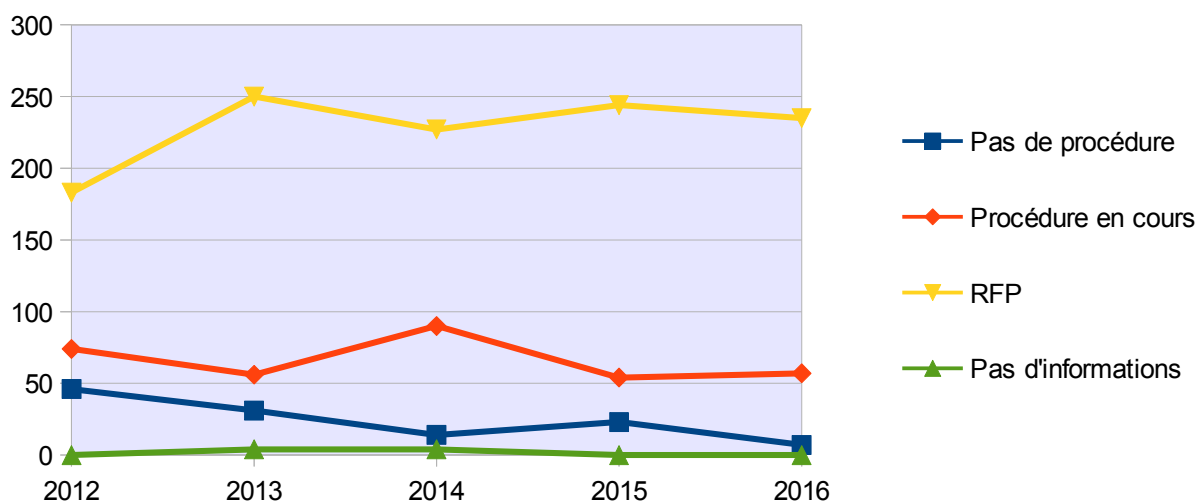
### Stade de la Procédure année 2016



Une majorité de situations (78%) sont traitées en phase de réquisition de force publique (contre 76% en 2015 et 68% en 2014). Cependant, à ce stade, il existe une différence de traitement entre le parc public et le parc privé. En effet, dans le parc HLM, le recours au protocole de cohésion sociale (dit protocole BORLOO), lié à un accompagnement spécifique des ménages, permet encore de rattraper un certain nombre de situations. A l'inverse, dans le parc privé, les bailleurs vont généralement au bout de la procédure.

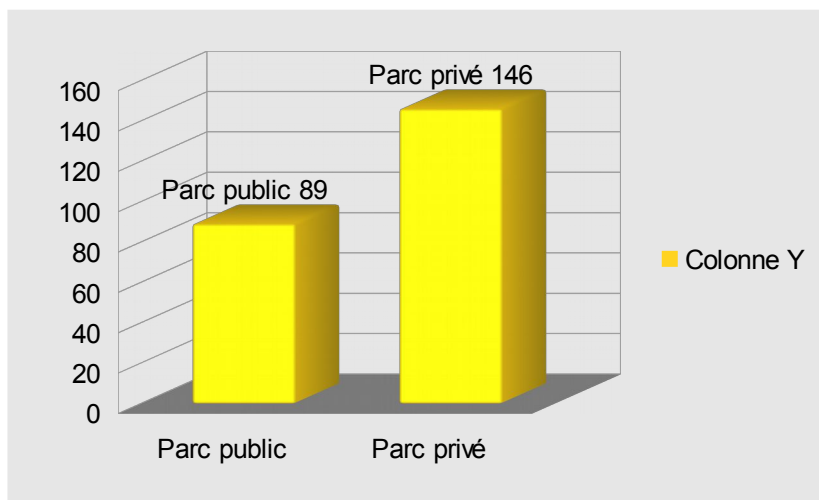
L'objectif de la CCAPEX est de parvenir à un traitement le plus en amont possible des situations pour limiter le nombre de procédures d'exécution. Cependant, ses contraintes de fonctionnement rendent difficiles un traitement plus en amont. Cela supposerait en effet pour le secrétariat de la CCAPEX de pouvoir traiter davantage de dossiers aux premiers stades de la procédure.

### Evolution 2012 à 2016 Stade de la procédure



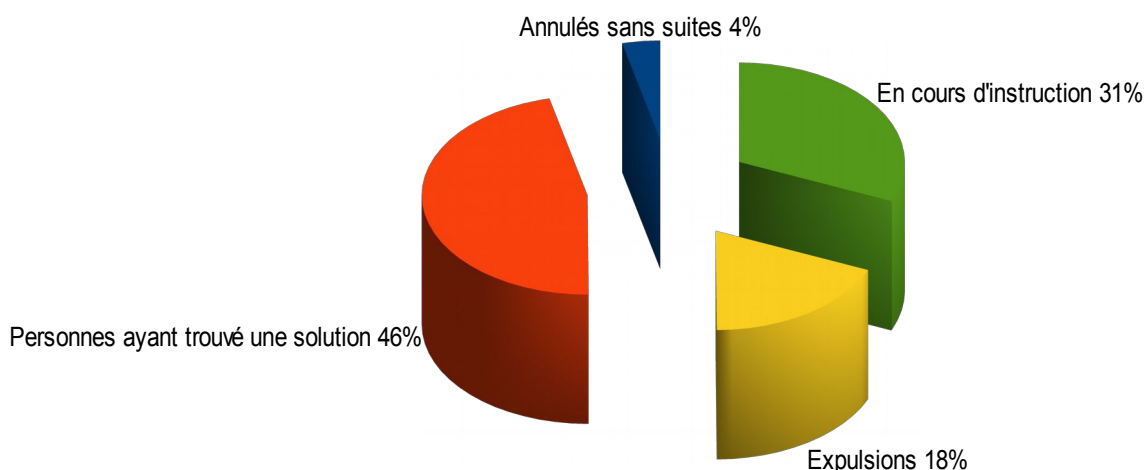
## REPARTITION DES RFP / PARC PUBLIC/PARC PRIVE :

On note une diminution des réquisitions de force publique du parc HLM en 2016 par rapport à 2015 (100 en 2015), alors que le chiffre est stable pour le parc privé (145 en 2015).



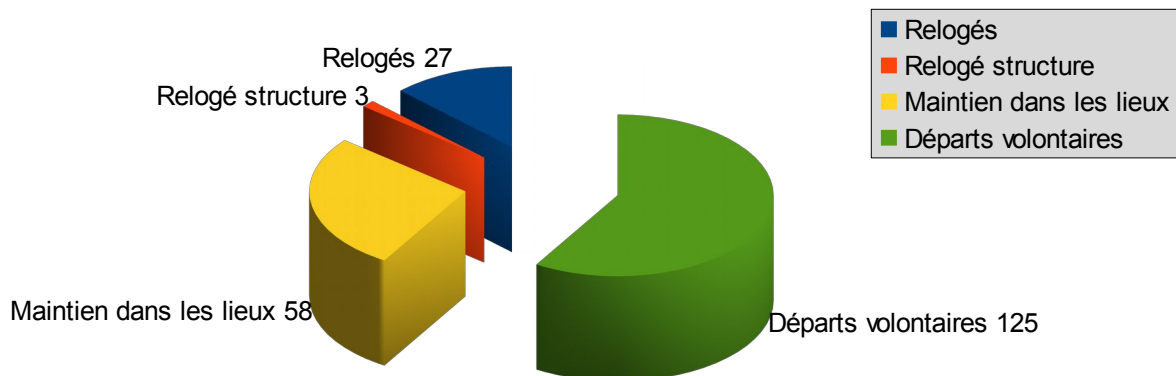
		2012	%	2013	%	2014	%	2015	%	2016	%
RFP	Parc public	67	37%	79	32%	77	34%	100	41%	89	38%
	Parc privé	116	63%	171	68%	150	66%	144	59%	146	62%
		<b>183</b>		<b>250</b>		<b>227</b>		<b>244</b>		<b>235</b>	

## SUIVI DES SITUATIONS AU 31/12/2016 :



En 2016, **214 ménages** ont bénéficié d'une solution amiable, soit qu'ils se soient relogés par eux-même, soit qu'ils aient bénéficié de l'accompagnement des services sociaux, du BAL et/ou de l'appui de la CCAPEX.

## 214 personnes ont trouvé une solution



### CONCLUSIONS :

Depuis la loi ALUR, les signalements d'impayés par les bailleurs sociaux et les notifications de commandement de payer par les huissiers sont passés de 587 en 2015 à 716 en 2016, ce qui accroît de manière conséquente la tâche du secrétariat de la CCAPEX. Dans les faits, il a fallu faire le tri des situations à présenter à la Commission, sachant que le secrétariat a dû, pour des raisons évidentes de moyen logistique, privilégier les situations en phase de RFP ainsi que les saisines des membres de la CCAPEX et des bailleurs.

La CCAPEX devient un acteur de la procédure d'expulsion intégré dans le circuit judiciaire car, désormais, les juges effectuent le contrôle des signalements pour valider la procédure.

Les constats dégagés au cours des exercices précédents demeurent valables en 2016. Le public concerné est majoritairement composé de personnes isolées et de familles monoparentales, avec des ressources inférieures au seuil de pauvreté. On constate que le parc social utilise largement la procédure d'expulsion dans le cadre du traitement social de l'impayé. La CCAPEX devient alors entre ses mains un instrument au service du traitement amiable de l'impayé, dans une perspective de maintien dans les lieux.

Pour le parc privé en revanche, qui reste majoritaire, les actions sont par définition beaucoup plus aléatoires. En dehors de l'hypothèse des délais de paiement octroyés par le juge, les bailleurs privés ont tendance à vouloir aller jusqu'au bout de la procédure et ce, même si des démarches ont été entreprises en vue d'une reprise des paiements du loyer et du remboursement de la dette locative.

On constate de plus le nombre importants d'usagers qui ne se manifestent pas malgré les sollicitations du secrétariat de la CCAPEX et des services sociaux.

Toutefois, le nombre de ménages sans référents connus est en baisse régulière depuis 4 ans. Parallèlement, on note une augmentation du nombre de ménages qui suivent les recommandations de la CCAPEX.

En définitive, la CCAPEX se révèle comme étant une aide fort utile à la coordination de l'ensemble des partenaires dans la phase de recherche d'une solution de maintien dans les lieux, mais également dans la phase de gestion de l'octroi de la force publique, en lien avec la Préfecture.

## **PERSPECTIVES :**

Le rôle de la CCAPEX est réaffirmé et précisé par les nouveaux textes réglementaires qui viennent compléter la loi ALUR (décret du 30 octobre 2015 relatif à la CCAPEX, décret du 31 mars 2016 relatif à la charte pour la prévention des expulsions..). Parmi les points à développer, on peut noter :

- l'articulation entre la phase de médiation sociale et l'examen des situations devant la CCAPEX ;
- la refonte de la charte départementale de prévention des expulsions locatives.

D'autre part, les problématiques dégagées du bilan 2015 se confirment dans le bilan 2016 :

- la prise en compte des publics non connus ;
- les actions en lien avec les bailleurs privés.

Réflexion sur les modalités d'intégration de la CCAPEX dans le nouveau plan départemental.



## **DONNEES CHIFFREES**

### **BILAN CCAPEX au 31/12/2016 :**

176 situations en cours au 01/01/2016 dont **14 situations présentées en CCAPEX en 2016.**

**1072** dossiers reçus en 2016

**299** situations ont été examinées par la CCAPEX en 2016

**492** avis et recommandations ont été émis en 2016 dont 263 avis et 229 recommandations.

**461** situations ont été suivies par le secrétariat de la CCAPEX du 01/01/2016 au 31/12/2016

**316** dossiers ont été clôturés

**145 situations** restaient en cours de suivi au 31/12/2016

#### **BILAN CCAPEX au 31/12/2016 :**

	2016	2016dos15	TOTAL
Nombre de dossiers en cours au 01/01/2016		176	
Dont : examinés par la CCAPEX en 2016		14	14
Nombre de demandes reçues au 31/12/2016	1058		1058
TOTAL de la demande	1058	14	<b>1072</b>
Dossiers non retenus après examen	792		
TOTAL des dossiers examinés par la CCAPEX	285	14	<b>299</b>
Situations clôturées au 31/12/2016	143	173	316
Situations en cours au 31/12/2016	142	3	<b>145</b>

**NB :** Les dossiers en cours au 01/01/2016 concernent les situations de l'année antérieure dont le suivi s'est poursuivi en 2016. Certains d'entre eux ont nécessité un examen de la Commission en 2016 (14). Les autres (162) ont déjà été examinés au cours de la période antérieure à 2016 et n'ont pas fait l'objet d'un nouvel examen. Ces dossiers sont néanmoins suivis par le secrétariat de la Commission jusqu'à la survenance de l'événement qui marquera leur clôture (exemple : relogement, départ volontaire, expulsion, etc...). 173 situations ont été clôturées en 2016 au titre des années antérieures. 143 au titre de l'année 2016. 145 dossiers restaient en cours au 31/12/2016.

#### **Tableau de suivi des avis et recommandations**

	2016				2016dos2015				TOTAL				
	OUI	NON	?	Sans objet	OUI	NON	?	Sans objet	OUI	NON	?	Sans objet	Total
PREFECTURE	218	1		1	155			2	373	1	0	3	377
MSD	5	1			3				8	1	0	0	9
CAF									0	0	0	0	0
FSL	2	1							2	1	0	0	3
CCAS	1				1				2	0	0	0	2
BAILLEURS PUBLICS	4	4			6				10	4	0	0	14
BAILLEURS PRIVES	3			1	2				5	0	0	1	6
BdF	1								1	0	0	0	1
HLM	5	1			1				6	1	0	0	7
LOCATAIRES	76	30	41		34	34	1	1	110	64	42	1	217
BAL									0	0	0	0	0
DALO	4								4	0	0	0	4
AUTRES	4				3	1			7	1	0	0	8
<b>TOTAL</b>	<b>323</b>	<b>38</b>	<b>41</b>	<b>2</b>	<b>205</b>	<b>35</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>528</b>	<b>73</b>	<b>42</b>	<b>5</b>	<b>648</b>

	2016	2016dos2015	TOTAL
<b>Avis</b>	234	161	395
<b>Recommandations</b>	170	83	253
<b>TOTAL</b>	<b>404</b>	<b>244</b>	<b>648</b>

### Tableau de suivi des avis et recommandations par année

	2012		2013		2014		2015		2016	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
PREFECTURE	124	3	116	1	223		203	2	218	1
MSD	34	1	13		11		1	0	5	1
CAF	9	1	3	1	3		0	1		
FSL	8	2	9	1	1		2	0	2	1
CCAS	8	1	5	2	4		2	0	1	
B. PUBLICS	16	1	16		16	3	4	2	4	4
B.PRIVES	11	3	6	5	1	5	1	1	3	
BdF	4	0	1		1		0	0	1	
HLM	9	1	7		2	1	2	0	5	1
LOCATAIRES	81	73	59	51	66	68	56	42	76	30
BAL	5	0	2		4		3	0		
AUTRES	10	4	4		7		6	1	4	
DALO			6		9		1	0	4	
<b>TOTAL</b>	<b>319</b>	<b>90</b>	<b>247</b>	<b>61</b>	<b>348</b>	<b>77</b>	<b>281</b>	<b>49</b>	<b>323</b>	<b>38</b>

### Origine de la saisine

	2012		2013		2014		2015		2016	
PREFECTURE	180	59%	251	59%	223	67%	201	63%	235	79%
BAL					8	2%	13	4%	4	1%
CAF	102	34%	68	22%	35	10%	38	12%	30	10%
Bailleurs privés	0	0%	1		1	0,30%	19	6%	6	2%
HLM	9	3%	17	6%	62	19%	46	14%	21	7%
AUTRES	12	4%	4	4%	6	2%	4	1%	3	1%
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>	<b>100%</b>	<b>303</b>	<b>100%</b>	<b>335</b>	<b>100%</b>	<b>321</b>	<b>100%</b>	<b>299</b>	<b>100%</b>

### Motifs de la saisine

	2012		2013		2014		2015		2016	
Exp pour impayés	235	78%	286	84%	283	84%	285	89%	269	90%
Exp pour congé	4	1%	2	1%	6	2%	5	2%	2	1%
Exp pb comportement	5	2%	7	2%	16	5%	8	2%	6	2%
Pas de procédure/Imp	53	17%	42	12%	28	8%	19	6%	17	6%
Autres	6	2%	4	1%	2	1%	4	1%	5	2%
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>		<b>341</b>	<b>100%</b>	<b>335</b>	<b>100%</b>	<b>321</b>	<b>100%</b>	<b>299</b>	

### Organismes référents

	2012		2013		2014		2015		2016	
MSD	113	37%	110	32%	122	36%	135	42%	136	45%
CCAS	32	11%	34	10%	37	11%	31	10%	33	11%
BAL	1	0%	2	1%	0	0%	4	1%	1	0%
AUTRES (*)	14	5%	22	6%	14	4%	12	4%	20	7%
Pas de référent connu	143	47%	173	51%	162	48%	139	43%	109	36%
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>	<b>100%</b>	<b>341</b>	<b>100%</b>	<b>335</b>	<b>100%</b>	<b>321</b>	<b>100%</b>	<b>299</b>	<b>100%</b>

### Répartition par secteur géographique

	2012		2013		2014		2015		2016	
BAB	79	26%	113	33%	99	30%	102	32%	80	27%
Intérieur Pays-Basque	19	6%	18	5%	27	8%	24	7%	13	4%
Côte Basque	17	6%	41	12%	41	12%	28	9%	36	12%
PAU et Agglo	131	43%	120	35%	111	33%	129	40%	120	40%
Secteur OLORON	11	4%	5	1%	9	3%	4	1%	7	2%
Secteur ORTHEZ	18	6%	16	5%	13	4%	4	1%	6	2%
Autre Béarn	28	9%	28	8%	35	10%	30	9%	37	12%
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>	<b>100%</b>	<b>341</b>	<b>100%</b>	<b>335</b>	<b>100%</b>	<b>321</b>	<b>100%</b>	<b>299</b>	<b>100%</b>

### Catégories de ménages

	2012		2013		2014		2015		2016	
Couple	19	6%	20	6%	28	8%	12	4%	12	4%
Couple + enfant(s)	54	18%	41	12%	51	15%	43	13%	31	10%
Femme	41	14%	41	12%	30	9%	36	11%	29	10%
Femme + enfant(s)	67	22%	70	21%	72	21%	62	19%	59	20%
Homme	95	31%	121	35%	105	31%	86	27%	102	34%
Homme + enfant(s)	16	5%	13	4%	12	4%	11	3%	17	6%
AUTRES	3	1%	8	2%	4	1%	2	1%	3	1%
Aucun élément	8	3%	27	8%	33	10%	69	21%	46	15%
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>	<b>100%</b>	<b>341</b>	<b>100%</b>	<b>335</b>	<b>100%</b>	<b>321</b>	<b>100%</b>	<b>299</b>	<b>100%</b>

### Répartition par activité professionnelle

	2012		2013		2014		2015		2016	
Sans emploi	124	41%	146	43%	111	33%	109	34%	115	38%
Emploi	78	26%	70	21%	73	22%	49	15%	45	15%
Emploi précaire	31	10%	30		18	5%	19	6%	14	5%
Invalidité	12	4%	15	4%	24	7%	17	5%	5	2%
Retraite	31	10%	26	8%	25	7%	13	4%	22	7%
Maladie	2	1%	1	0%	0	0%	3	1%	4	1%
Formation	1	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Aucun élément	24	8%	53	16%	84	25%	111	35%	94	31%
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>	<b>100%</b>	<b>341</b>	<b>100%</b>	<b>335</b>	<b>100%</b>	<b>321</b>	<b>100%</b>	<b>299</b>	<b>100%</b>

### Répartition par ressources

	2012		2013		2014		2015		2016	
R<RSA	1	0%	2	0%	0	0%	0	0%	3	1%
RSA	82	27%	107	35%	71	21%	85	26%	67	22%
R<seuil de pauvreté	94	31%	88	29%	101	30%	62	19%	66	22%
R>seuil de pauvreté	64	21%	58	19%	54	16%	45	14%	60	20%
Pas de ressources	4	1%	0	0%	0	0%	1	0%	1	0%
Pas d'informations	58	19%	86	28%	109	33%	128	40%	102	34%
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>	<b>100%</b>	<b>303</b>	<b>100%</b>	<b>335</b>	<b>100%</b>	<b>321</b>	<b>100%</b>	<b>299</b>	<b>100%</b>

### Répartition par type d'habitat

	2012	2012	2013	2013	2014	2014	2015	2015	2016	2016
HLM	108	36%	123	36%	150	45%	132	41%	115	38%
Parc privé	194	64%	218	64%	185	55%	189	59%	184	62%
Autre	1	0%	0	0%	0	0%		0%		0%
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>		<b>341</b>		<b>335</b>		<b>321</b>		<b>299</b>	

### Dettes

	2012	2012	2013	2013	2014	2014	2015	2015	2016	2016
Dettes < 2000 €	66	22%	54	16%	61	18%	49	15%	39	13%
2000 € < Dettes < 4000 €	69	23%	75	22%	54	16%	67	21%	63	21%
4000 € ≤ dettes < 10000 €	124	41%	144	42%	142	42%	123	38%	108	36%
Dettes > 10000 €	30	10%	46	13%	43	13%	34	11%	36	12%
Pas de dettes	9	3%	7	2%	13	4%	1	0%	14	5%
Pas d'informations	5	2%	15	4%	22	7%	47	15%	39	13%
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>		<b>341</b>		<b>335</b>		<b>321</b>		<b>299</b>	

### Stade de la procédure

	2012	2013	2014	2015	2016
Pas de procédure	46	31	14	23	7
Procédure en cours	74	56	90	54	57
RFP	183	250	227	244	235
Pas d'informations	0	4	4	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>303</b>	<b>341</b>	<b>335</b>	<b>321</b>	<b>299</b>

### SUIVI DES SITUATIONS :

	2012	2012	2013	2013	2014	2014	2015	2015	2016	2016
Annulés sans suites	12	3%	36	10%	30	7%	80	18%	17	4%
Personnes ayant trouvé une solution	225	63%	173	49%	209	49%	142	33%	214	46%
Expulsions	26	7%	69	19%	68	16%	55	13%	85	18%
En cours d'instruction	92	26%	77	22%	117	28%	158	36%	145	31%
	<b>355</b>		<b>355</b>		<b>424</b>		<b>435</b>		<b>461</b>	

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Personnes ayant trouvé une solution au 31/12</b>					
	173	225	209	142	214
Dont :	2012	2013	2014	2015	2016
Relogés	31	47	38	33	27
Relogé structure	1	3	1	2	3
Maintien dans les lieux	45	65	45	34	58
Départs volontaires	66	94	104	64	125
Solution hors CCAPEX	30	16	21	9	1
	18%	21%	18%	23%	13%
	1%	1%	0%	1%	1%
	26%	29%	22%	24%	27%
	38%	42%	50%	45%	58%
	17%	7%	10%	6%	0%